

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT GLOBAL**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I.

**La Métropole Aix-Marseille-Provence
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE**

représenté par

Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération du Bureau de la Métropole en date du

ci-après désigné

« la Métropole»

ET

L'Association

INITIATIVE PAYS SALONAIS (I.P.S.)

sise

**32 rue Garbiero – Parc d'activité de la Gandonne – 13300
SALON DE PROVENCE**

représentée par

Son Président, Monsieur Fabrice ZINSSNER

ci-après désignée

« l'association»

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine de Droit commun - Demande de subvention - Développement économique, Innovation, Attractivité et Relations Internationales.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Convention annuelle d'objectifs – Subvention de fonctionnement global
Page 1 sur 9

Anciennement connue sous l'appellation « Agglopole Provence Initiative », Initiative Pays Salonnais est une association loi de 1901, créée le 21 novembre 2008.

Elle fait partie du premier réseau national d'accompagnement et de financement à la création d'entreprises, Initiative France.

Elle réunit, sur un périmètre de 17 Communes (Alleins, Aurons, La Barben, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues) des acteurs économiques locaux, publics et privés.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

- Déceler et favoriser l'initiative créatrice d'emplois, d'activités, de biens ou services nouveaux par l'appui à la création, à la reprise ou au développement d'une PME ou TPE. Elle apporte son soutien par l'octroi d'un prêt personnel sans garantie ni intérêt (prêt à taux zéro) et par un accompagnement des porteurs de projets, par un parrainage et un suivi technique assurés gracieusement. Elle contribue aussi à la mobilisation d'autres dispositifs de soutien aux PME ou TPE et assure un suivi post création.
- L'augmentation du nombre d'entreprises soutenues financièrement (de 100 entreprises en 2021, et jusqu'à 200 financées par an comme objectif)
- Le renforcement du suivi des entreprises financées dans un contexte économique actuel tendu,
- L'accompagnement des entreprises dans leur transition environnementale et digitale,
- L'amélioration de son action auprès des publics prioritaires (QPV et jeunes),
- L'animation, la communication et la participation à l'organisation d'événements autour de la thématique de l'entrepreneuriat.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2023.

ARTICLE 2: DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2023 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau....)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;

- Se doter des assurances visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : BUDGET PRÉVISIONNEL DE L'ASSOCIATION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'association :

- L'annexe I à la présente convention précise :

-Le budget prévisionnel global de l'association, objet de l'article 1^{er}, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc. ;

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) du fonctionnement, objet de la présente convention, est d'un montant de 546 248,00 €.

4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :

La participation de la Métropole est d'un montant de 100 000,00 €, et représente 18,31 % du budget prévisionnel global de l'association (*hors contributions volontaires*).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger leversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte maximum de 80% de la subvention votée, soit 80 000,00 €, sur demande du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde, soit 20 000,00 €, sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son utilisation conforme à l'objet de l'article 1.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole du bon déroulement de son fonctionnement défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

5.4 Renouvellement :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR

6.1 Obligations comptables :

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;
- Conformément à l'article L. 612-4 du Code du commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :
 - l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
 - l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;
- Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT.

La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;
- En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

6.2 Justificatifs à fournir par l'association :

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes (la version détaillée) ;**
- **Le rapport d'activité de l'année écoulée ;**
- **Le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

6.3 Autres engagements :

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le versement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 31 rue Jean-François Leca, 13235 Marseille, cedex 02. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Pour l'Association

Pour la Métropole

Le Président

**La Présidente
Martine VASSAL**

ANNEXE I - A LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Nom de l'association

- Budget prévisionnel général Année 2023



Budget Prévisionnel global 2023 de la structure « INITIATIVE PAYS SALONAISS » - Fonctionnement & Intervention

DEPENSES	RECETTES
60 - ACHATS	11 750,00 €
Achats stockés (matières premières, autres appro)	
Achats d'études et de prestations de services : Frais de consultants et intervenants pour animation d'ateliers	5 000,00 €
Achats de matériel, équipements et travaux : Petit équipement informatique et bureautique Petits travaux d'aménagement dans les locaux	1 750,00 €
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures administratives) : Électricité Fournitures administratives Photocopie	5 000,00 €
Achats de marchandises	
Autres achats	
61 - SERVICES EXTÉRIEURS	39 123,00 €
Sous-traitance générale	
Redevances de crédit-bail	
Locations mobilières et immobilières : Location immobilière avec charges Location matériel photocopieur, serveur...	29 235,00 €
Charges locatives et de copropriété	
Entretien et réparation - Maintenance informatique Ménage	7 560,00 €
Primes d'assurance	
Divers (études/ recherches, documentation, colloques...) : Location logiciel (ADOBIE, Doculign)	2 528,00 €
62 - AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	148 102,00 €
Personnel extérieur : Mise à disposition personnel Métropole (42500€) Personnel partagé avec autres associations (26213)	68 713,00 €
Rémunération d'intermédiaires et honoraires : Cabinet d'expertise comptable Comptoir aux comptes	10 766,00 €
Publicité, information et publications	1 500,00 €
Transports de biens et transports collectifs du personnel	
Déplacement, missions et réceptions : Déplacements salariés (5000€) Événementiel (40500€)	45 500,00 €
Frais postaux et de télécommunications	3 687,00 €
Autres (travaux exécutés à l'extérieur, etc...) : Service bancaires (2754€) Habakers (1500€) Cotisations (4010€) Santé Travail Provence (1000€) OPCO & frais de formation, Teambuilding (8672€)	17 936,00 €
63 - IMPÔTS ET TAXES	2 000,00 €
Impôts et taxes sur rémunération	1 000,00 €
Autres Impôts et taxes	1 000,00 €
64 - CHARGES DE PERSONNEL	339 273,00 €
Rémunération du personnel	191 772,00 €
Charges sociales	98 411,00 €
Autres charges de personnel	49 090,00 €
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	
Autres charges de gestion courante	
66 - CHARGES FINANCIÈRES	
70 - VENTE DE PRODUITS FINIS, DE MARCHANDISES, PRESTATIONS DE SERVICES	12 800,00 €
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	12 800,00 €
73 - DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	
Dotations et produits de tarification	
74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	394 448,00 €
Etat (Prédez le ministère sollicité) : Inclusion - BPI (dispositif INCLUSE)	10 000,00 €
Etat (Prédez le ministère sollicité)	
Etat (Prédez le ministère sollicité)	
Région(s) : Région Sud - Service économique	103 510,00 €
Département(s) : Insertion - emploi (dispositif INCLUSE)	10 000,00 €
Métropole AIX-MARSEILLE-PROVENCE - Fonctionnement	100 000,00 €
Métropole AIX-MARSEILLE-PROVENCE - Intervention (abondement fonds de prêt d'honneur)	50 000,00 €
Communes: Salon-de-Provence & Berre-l'Etang (dispositif CitéLab)	22 000,00 €
Organismes sociaux	
Fonds européens: Autorité de gestion : Région	116 888,00 €
L'agence de services et de paiement: Aide alternance	8 000,00 €
Autres établissements publics: BPI France - Dispositif CitéLab (16050€) BPI France - Fonctionnement instruction Prêt Honneur (8000€)	24 050,00 €
Aides privées	
EPCI (autres que Métropole Aix Marseille Provence):	100
75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (DONT COTISATIONS)	139 000,00 €
Autres produits de gestion courante: Mécénat créateurs et entreprises	131 500,00 €
Dont cotisations	7 500,00 €
76 - PRODUITS FINANCIERS	
Produits financiers	
77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits exceptionnels	
78 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	
Reprises sur amortissements et provisions	
79 - TRANSFERT DE CHARGES	
Transfert de charges	
SOUS TOTAL RECETTES	546 248,00 €
87 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	
Bénévolat	180 000,00 €
Prestation en nature	
Dons en nature	
TOTAL RECETTES	596 248,00 €

Ce document est extrait de la demande du dossier de subvention complété et certifié par le représentant légal

Charges financières	50 000,00 €
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges exceptionnelles	
68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	5 500,00 €
Dotation aux amortissements, provisions et engagements	5 500,00 €
69 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	500,00 €
Impôts sur les bénéfices	500,00 €
Sous total dépenses	596 248,00 €
86- EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRE EN NATURE	
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	
Personnel bénévole	180 000,00 €
TOTAL DÉPENSES	596 248,00 €